



HAL
open science

Repolitiser l'étude de l'aide au développement

Jacobo Grajales, Marie Saiget

► **To cite this version:**

Jacobo Grajales, Marie Saiget. Repolitiser l'étude de l'aide au développement. Cultures & conflits, 2022, Cultures & Conflits, pp.7-18. 10.4000/conflits.23790 . hal-03926927

HAL Id: hal-03926927

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03926927v1>

Submitted on 15 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Repolitiser l'étude de l'aide au développement

Introduction

Jacobo Grajales et Marie Saiget



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/conflits/23790>

DOI : [10.4000/conflits.23790](https://doi.org/10.4000/conflits.23790)

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 août 2022

Pagination : 7-18

ISBN : 978-2-14-028816-6

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Jacobo Grajales et Marie Saiget, « Repolitiser l'étude de l'aide au développement », *Cultures & Conflits* [En ligne], 126 | été 2022, mis en ligne le 15 août 2022, consulté le 25 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/23790> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.23790>

Repolitiser l'étude de l'aide au développement

Introduction

Jacobo GRAJALES, Marie SAIGET

*Jacobo Grajales est professeur de science politique à l'Université de Lille, chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) et membre junior de l'Institut Universitaire de France. Ses recherches actuelles portent sur la place des enjeux fonciers et environnementaux dans les politiques de sortie de conflit, ainsi que sur le rôle joué par les acteurs économiques et les milieux de l'aide au développement dans ces mêmes conjonctures. Ses terrains d'enquête actuels sont la Colombie, la Côte d'Ivoire et le Liberia. Son dernier ouvrage s'intitule *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia: Beyond Dispossession*, Londres, Routledge, 2021.*

*Marie Saiget est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Lille et chercheuse au CERAPS. Elle mène actuellement des recherches sur les interventions « post-conflit » des organisations internationales menées en Côte d'Ivoire et au Burundi. Dans ce cadre, elle s'intéresse en particulier aux actions collectives des femmes et aux enjeux liés à la terre. Son dernier article, intitulé « L'ONU : un tiers (dé)politisant ? Médiations et conflictualités dans la mise en place du Forum national des femmes au Burundi (2012-2014) », est paru dans la revue *Critique internationale*, n°94, 2022.*

En janvier 1949, le président étasunien Harry Truman affirmait dans un discours historique que l'aide aux pays « sous-développés » aurait vocation, dans le monde de la Guerre froide, à devenir un axe central de la politique étrangère de Washington. C'est la date choisie par commodité par nombre d'études pour faire démarrer une histoire contemporaine de l'aide publique au développement, comprise comme le financement par des États de politiques ayant pour but affiché d'améliorer la situation économique, politique ou sociale sur le territoire d'un autre État. Bien sûr, ces politiques ont une histoire coloniale. L'historien Frederick Cooper considère ainsi la période allant des années 1930 à la crise de la dette dans les années 1970 en Afrique

comme étant marquée par un même cycle de constitution d'un État développementaliste ¹. Cependant, c'est avec l'après-guerre et encore plus avec les indépendances politiques en Asie et en Afrique, que l'aide au développement en vient à constituer un élément central des rapports de pouvoir Nord-Sud et des économies politiques de ces États nouvellement indépendants. Ressource majeure de la Guerre froide ², mais aussi espace de contestation pour les tenants d'un « nouvel ordre économique international ³ », elle s'inscrit pleinement dans le processus de construction du multilatéralisme, avec la formation et l'ancrage institutionnel d'acteurs tels que la Banque mondiale, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou l'Organisation mondiale de la santé (OMS ⁴). Dans les années 1980, l'aide au développement participe à une reconfiguration des relations économiques et politiques internationales, alors que la crise de la dette marque l'échec du projet politique tiers-mondiste et que l'ordre néolibéral s'installe progressivement comme horizon indépassable de l'économie internationale ⁵. Après le 11 septembre 2001, on assisterait à une « sécuritisation » (*securitization*) de l'aide, un phénomène ancien désignant le fait de qualifier ou de justifier l'aide au développement en des termes de sécurité internationale et nationale, mais dont l'ampleur s'en trouve fortement accrue ⁶. Plus récemment, c'est de « climatisation » de l'aide que l'on parle, alors que celle-ci est remise au cœur de la discussion sur la crise climatique et sur les enjeux de justice qui s'y rapportent et qu'elle est censée contribuer à colmater la vulnérabilité climatique de pays qui sont à la fois parmi les plus pauvres, les plus exposés au changement climatique et les plus faibles générateurs historiques de gaz à effet de serre.

On le voit, l'importance politique de l'aide ne se mesure pas uniquement – ni même prioritairement – en termes de flux nets de capitaux. De fait, bien des économies sous régime d'aide reçoivent davantage de fonds de leurs diasporas en Europe, aux États-Unis ou dans les pays du Golfe, que des programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ou de la Banque mondiale. Mais l'aide au développement demeure une ressource fondamentale dans les jeux politiques de nombreux États dans leurs interactions

-
1. Cooper F., *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
 2. Lorenzini S., *Global Development: A Cold War History*, Princeton Oxford, Princeton University Press, 2019.
 3. Thornton C., *Revolution in Development. Mexico and the Governance of the Global Economy*, Oakland, University of California Press, 2021.
 4. Staples A. L. S., Sayward A. L., *The Birth of Development: How the World Bank, Food and Agriculture Organization, and World Health Organization Changed the World, 1945-1965*, Kent, Kent State University Press, 2006.
 5. Woods N., *The Globalizers: The IMF, the World Bank, and their Borrowers*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2007.
 6. Voir Brown S., Gravingholt H., *The Securitization of Foreign Aid*, Hampshire New York, Palgrave Macmillan, 2016. Sur la notion de « *securitization* », voir Buzan B., « Rethinking Security after the Cold War », *Cooperation and Conflict*, vol. 32, n°1, 1997, pp. 5-28.

avec les entreprises, les organisations non gouvernementales (ONG), les associations et de multiples autres acteurs, dès lors qu'elle est captée par des agences spécialisées ou des intermédiaires informels, qu'elle valorise certains instruments d'action publique ou qu'elle promeut une certaine idée de la participation, basée sur une professionnalisation des porte-parole auto-proclamés de la société civile. L'aide au développement constitue également un analyseur des rapports de pouvoir au sein de l'espace mondial, quand l'action diplomatique de la Chine ou du Brésil s'accompagne de la revendication du statut de bailleur de fonds, critiquant par là même les conceptions euro-atlantiques de l'aide⁷. Bref, que ce soit du point de vue des relations internationales, de la fabrique des politiques publiques ou des jeux politiques à l'échelle d'un village africain ou centraméricain, l'aide constitue un objet éminemment enchâssé dans la formation du politique, des États et du système international.

De l'Éthiopie au Mexique, en passant par les sièges de la FAO et de l'OMS, les cinq contributions de ce dossier se saisissent de l'aide comme une entrée pour étudier les transformations sociales et politiques des sociétés contemporaines, prises en tenaille entre de multiples niveaux de gouvernement. L'appréhendant comme un objet banal de la science politique, ce dossier veut démontrer la pertinence des outils de la sociologie politique, de la sociologie des relations internationales et de l'analyse des politiques publiques pour l'étude des politiques de l'aide.

Cette ambition n'est pas nouvelle. L'aide au développement a déjà constitué un terrain abondamment exploré par les anthropologues du politique, comme en témoignent par exemple les travaux de Tania Murray Li, David Mosse ou Jean-Pierre Olivier de Sardan. Dans la science politique française, un mouvement relativement récent a cherché à défendre à la fois la légitimité de l'aide comme un objet d'étude et une intégration plus poussée des apports de la sociologie politique pour l'étude du développement. Il s'agit notamment de travaux situés à la croisée de la sociologie politique de l'international et de l'analyse des politiques publiques, intégrant également parfois une vue depuis les « publics » de l'aide ou encore une analyse sociologique fine des acteurs de ces politiques⁸. À l'étranger, la science politique a été relativement timide

7. Bergamaschi I., Moore P., Tickner A. B. (eds.), *South-South Cooperation Beyond the Myths: Rising Donors, New Aid Practices?*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2017.

8. Par exemple, Nay O., "International Organisations and the Production of Hegemonic Knowledge: how the World Bank and the OECD Helped Invent the Fragile State Concept", *Third World Quarterly*, vol. 35, n°2, 2014, pp. 210-231 ; Parizet R., *Les paradoxes du développement. Sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations*, Paris, Dalloz, 2015 ; Hunzmann M., "Pushing 'Global Health' out of its Comfort Zone: Lessons From the Depoliticization of Aids Control in Africa", *Development & Change*, vol. 47, n°4, 2016, pp. 798-817 ; Nay O., « Gouverner par le marché. Gouvernements et acteurs privés dans les politiques internationales de développement », *Gouvernement et action publique*, vol. 6, n°4, 2017, pp. 127-154 ; Bergamaschi I., "The Political Economy of Aid in the Sahel", in Villalón L. A. (ed.), *The Oxford Handbook of the African Sahel*, publié en ligne en décembre 2021.

dans l'analyse sociologique des politiques de l'aide. Il faut néanmoins souligner les apports de travaux qui abordent l'aide par l'angle des transformations de l'autoritarisme ⁹, de l'économie politique de la dépendance ¹⁰, ou encore des transformations du multilatéralisme ¹¹.

Malgré cette relative banalité de l'aide comme grammaire des relations inter-étatiques et des rapports État-société, à l'international, beaucoup d'études demeurent clivées entre des positions normatives opposées : les unes centrées sur la recherche de « bonnes pratiques », les autres sur la dénonciation des effets supposés délétères de l'aide au développement. Ceci est en grande partie lié à deux aspects importants du champ des études du développement : d'une part, la relative domination de l'économie du développement et des approches néo-positivistes en science politique ¹² ; d'autre part, la demande très forte faite à la recherche dans ce champ de souligner les implications pratiques de ses recherches, qu'elles visent à apporter des solutions à des problèmes pratiques ou à porter des critiques politiques plus générales. L'empreinte de ces deux facteurs qui dominent les études du développement se retrouve ainsi dans des travaux qui diffèrent pourtant très fortement dans leur jugement normatif sur l'aide.

Ainsi, un grand nombre de travaux très influents, dominés par des approches économiques, se sont avant tout intéressés aux bonnes recettes pour « faire marcher l'aide ». C'est un questionnement ancien, présent dans le champ depuis au moins le « manifeste anti-communiste » de Walt W. Rostow ¹³, et patent dans les travaux d'économistes comme Jeffrey Sachs ¹⁴, ou de politistes proches d'une approche economiciste comme Daron Acemoglu et James Robinson ¹⁵. La domination de cette approche s'explique en partie par l'abondance de *think tanks* et fondations de recherche privées sur la question de l'aide aux États-Unis et au Royaume-Uni, visant à éclairer la décision politique. Cette caractéristique ne se retrouve pas en France où le débat public sur l'aide est plus discret. Elle a pour conséquence d'imposer cer-

-
9. Hagmann T., Reyntjens F., *Aid and Authoritarianism in Africa: Development without Democracy*, Londres, Zed Books, 2016.
 10. Whitfield L., *The Politics of Aid: African Strategies for Dealing with Donors*, New York, Oxford University Press, 2009.
 11. Baroncelli E., *The European Union, the World Bank and the Policymaking of Aid: Cooperation among Developers*, New York, Routledge, 2019.
 12. L'immense majorité des manuels sur les politiques de développement partagent cette orientation. Voir par exemple Haslam P. A., Schafer J., Beudet P. (eds.), *Introduction to International Development: Approaches, Actors, Issues, and Practice*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2021. En outre, pour un exemple d'un journal très influent dans le champ et très orienté en faveur de ces approches, voir la revue *World Development*.
 13. Rostow W. W., *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
 14. Sachs J., *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, Penguin Books, 2005.
 15. Acemoglu D., Robinson J. A., *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Publishing Group, 2012.

tains outils d'analyse, principalement quantitatifs, mais aussi certaines problématiques, comme celle de l'impact de l'aide sur les caractéristiques des régimes politiques, autoritaire ou démocratique ¹⁶, ou sur leur tendance à respecter ou non les droits humains par exemple ¹⁷. La diffusion d'outils méthodologiques comme les essais randomisés contrôlés et les expériences « naturelles » dans le champ de l'analyse des politiques publiques est également venue renforcer cette orientation vers l'évaluation de l'impact.

Le biais normatif n'est bien sûr pas limité aux approches qui se veulent « *policy-oriented* ». Il se retrouve de façon différente dans des approches critiques, s'inscrivant dans différentes disciplines – anthropologie, sociologie, science politique –, qui ont souvent comme point commun de dénoncer les présupposés ethnocentristes, impériaux, voire racistes des politiques de l'aide. Celle-ci fonctionnerait avant tout comme un voile, cachant derrière des objectifs louables une volonté de puissance ¹⁸. Elle serait en outre éminemment aveugle aux visions du monde des populations « à développer », les enfermant dans un rapport colonial qui leur refuse toute capacité d'agir (*agency* ¹⁹).

En réalité, approches expertes et critiques prêtent toutes les deux le flanc à des critiques méthodologiques, épistémologiques et théoriques similaires ²⁰. Sur le plan méthodologique, elles se fondent souvent sur l'étude des discours et des représentations de l'aide, saisies par les documents, actes et déclarations, plutôt qu'elles ne s'intéressent à la façon dont ces objectifs divers et ces représentations variées donnent lieu à une myriade de pratiques d'appropriation, de traduction, de réorientation et de bricolage ²¹. Ce dossier ne plaide bien sûr pas pour une posture qui se désintéresserait des discours sur le développement, mais affirme que ceux-ci doivent être saisis comme une pratique de plus, comme des justifications et des interprétations plutôt que comme des feuilles de route dont résulterait l'action ²². Sur le plan épistémologique, des travaux

-
16. Par exemple Trisko Darden J., *Aiding and Abetting: U.S. Foreign Assistance and State Violence*, Palo Alto, Stanford University Press, 2019.
 17. Regilme S. S., *Aid Imperium: United States Foreign Policy and Human Rights in Post-Cold War Southeast Asia*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2021.
 18. Easterly W., *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, Reprint., New York, Penguin Books, 2007.
 19. Escobar A., *Encountering Development - The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 2011.
 20. Li T. M., "Anthropological Engagements with Development", *Anthropologie & Développement*, n°37-38-39, 2014, pp. 227-240 ; Pugh M., "The problem-solving and critical paradigms", in Mac Ginty R. (ed), *Routledge Handbook of Peacebuilding*, Londres, New York, Routledge, 2013, pp. 28-41.
 21. Ce qui correspond à la démarche notamment de Mosse D., "Is Good Policy Unimplementable? Reflections on the Ethnography of Aid Policy and Practice", *Development and Change*, vol. 35, n°4, 2004, pp. 639-671 ; Li T. M., *The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics*, Durham, Duke University Press, 2007.
 22. Mosse D., *op. cit.* ; Mosse D., *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, Londres, Pluto Press, 2004.

situés pourtant sur des bords théoriques radicalement opposés tombent à notre sens dans un piège similaire : celui de considérer l'aide comme une chose en elle-même, un objet politique relativement autonome dont il s'agirait de déceler les effets propres, indépendamment de l'environnement dans lequel ces politiques sont conduites. Ainsi, l'étude de l'aide dans les montagnes boliviennes ou sur les rives du lac Victoria pourrait se faire avec des outils similaires, mais spécifiques à l'aide, car il s'agirait au fond de la même chose. Cela alimente une vision à la fois exceptionnaliste de l'aide, et prend les catégories bureaucratiques utilisées par les acteurs (« aide au développement », « aide projet », « support budgétaire ») comme données s'imposant à l'analyse. Cela entretient l'illusion que l'on pourrait « mesurer » les effets de l'aide indépendamment des configurations politiques dans lesquelles elle est prise. Enfin, sur le plan théorique, ces approches normatives ont tendance à tenir pour acquise l'existence de leur objet. Ainsi, la principale limite d'une approche par les résultats est que – très fréquemment – elle néglige la question fondamentale de savoir comment son objet même d'observation – une politique de développement rural, de santé ou de réforme de l'administration – est le produit de luttes politiques, de conjonctions d'intérêts, de transformations institutionnelles et de rapports diplomatiques complexes.

À rebours donc de ces postures normatives et exceptionnalistes, le propos dans lequel se retrouvent les autrices et les auteurs de ce dossier est triple. D'abord, il s'agit de montrer que l'étude de l'aide au développement ne peut être isolée des transformations sociales et des politiques auxquelles elle participe et dont elle est une manifestation. Autrement dit, en étudiant l'aide au développement, il ne s'agit pas d'identifier les contraintes et les résistances au changement que l'aide est supposée traiter²³, mais bien de faire de cet objet une fenêtre sur les changements d'ordre politique, social et moral des sociétés contemporaines. Ensuite, les travaux rassemblés ici, couvrant des terrains aussi divers que l'Éthiopie (Mehdi Labzaé), la Bolivie (Romain Busnel), la Côte d'Ivoire (Marie Saiget et Jacobo Grajales) et le Mexique (Raphaëlle Parizet), mais aussi les bureaux européens et étasuniens des agences multilatérales d'aide au développement (Auriane Guilbaud), partagent une même volonté de « localiser » l'observation de l'aide au développement²⁴. Cela revient à choisir des focales d'analyse pertinentes en fonction de l'objet que l'on s'est donné, de retracer les interactions sociales au sein d'une même configuration, de comprendre les ressources dont les acteurs disposent et de reconstruire la perception qu'ils se font du jeu auquel ils participent. En somme, d'utiliser les outils tout à fait courants des sciences sociales²⁵.

23. Graziani S., « L'aide au développement : entre contraintes et résistances au changement », *Quaderni*, vol. 87, 2015, pp. 5-7. Dans une autre perspective, un récent numéro explore les paradoxes de l'aide au développement : Le Naëlou A., Hofmann E., Kojoué L. (dir.), « L'aide internationale au développement : Acteurs, normes et pratiques », *Revue internationale des études du développement*, 2020, vol. 241, n°1.

24. Siméant J., « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, vol. 100, n°4, 2012, p. 129.

Empruntant aux méthodes ethnographiques et sociologiques, les cinq contributions décrivent ainsi, au concret, les discours et pratiques du développement dans le quotidien des agents qui s'en saisissent, dévoilent les logiques de pouvoir qu'ils sous-tendent et interrogent les effets intentionnels, ou non, qu'ils ont sur le changement social et politique. Enfin, et en lien avec cette dernière considération méthodologique, les autrices et les auteurs de ce dossier inscrivent leur analyse des politiques de l'aide au développement dans une conversation plus large avec la science politique. Il ne s'agit pas de revendiquer une voix disciplinaire, mais d'affirmer que les outils de l'analyse des politiques publiques, des études des processus de dé-politisation, de la sociologie de l'expertise ou des problèmes publics par exemple apportent des regards heuristiques sur les politiques de l'aide. De plus, l'enjeu est également d'affirmer que les politistes non-spécialistes de l'aide ou des sociétés où celle-ci joue un rôle central de financement des biens publics, ont à gagner dans cette mise à l'épreuve de nos outils sur d'autres terrains. Ce dossier entend ainsi montrer que l'aide est un point d'observation privilégié sur la fabrique multi-située de l'action publique, l'exercice internationalisé du pouvoir et les significations du politique.

En premier lieu, ce dossier explore la production multi-située des politiques publiques et leur évolution. Cette problématique a fait l'objet de théorisations émergentes, mais reste encore relativement peu défrichée. Par exemple, la notion de « politiques publiques internationales » défendue par Andy Smith et Franck Petiteville a le grand mérite de plaider pour une convergence entre la sociologie de l'action publique et celle des relations internationales²⁶. Elle pourrait cependant être davantage opérationnalisée en se concentrant sur des configurations d'action publique transnationales où un certain degré d'institutionnalisation existe²⁷. De ce point de vue-là, Olivier Nay replace les politiques de développement dans les contextes socio-historiques de leur production, interrogeant les dynamiques de circulation transnationale des instruments d'intervention et des savoirs experts²⁸, tout comme les travaux récents portant sur la circulation des « bonnes pratiques²⁹ ». De manière similaire, les recherches de Philippe Lavigne Delville, opérant un rapprochement entre sociologie de l'action publique et socio-anthropologie du développement, invitent à penser ensemble la formulation et la mise en œuvre des politiques de

25. Devin G. (dir.), *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS, 2015 ; Siméant J., *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS, 2015.

26. Petiteville F., Smith A., « Analyser les politiques publiques internationales », *Revue française de science politique*, vol. 56, no3, 2006, p. 357.

27. Halpern C., « Politiques publiques internationales. Penser le redéploiement des échelles de la régulation politique », in Battistella D. (dir.), *Relations internationales - Bilan et perspectives*, Paris, Ellipses, 2013, pp. 357-375.

28. Nay O., « Chapitre 5 : Les politiques de développement », in Borraz O. (dir.), *Politiques publiques 2. Changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, pp. 139-170.

29. Klein A., Laporte C., Saiget M. (dir.), *Les bonnes pratiques des organisations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

l'aide à partir de configurations socio-politiques nationales³⁰. Dans la continuité de ces travaux, les articles rassemblés ici s'efforcent de réfléchir à la façon dont les problèmes émergent et se transforment dans les mondes de l'aide et sur ses différents sites de production : du siège des institutions au terrain des projets du développement, en passant par les espaces bureaucratiques nationaux des pays concernés par l'aide. Plutôt que de décliner les échelles comme autant de poupées russes, les contributeurs et contributrices de ce numéro déploient des dispositifs méthodologiques visant à étudier ce que la fabrique à plusieurs échelles de l'action publique en matière d'aide fait aux instruments de l'action publique³¹ par des enquêtes multi-situées ou en prenant un bureau d'une organisation internationale comme site unique d'observation.

C'est la démarche adoptée par Auriane Guilbaud dans sa contribution, qui revient sur une transformation majeure des institutions multilatérales de développement, la création du « modèle des parties prenantes ». Analysant les espaces de participation des acteurs non étatiques par une enquête au sein de la FAO et de l'OMS, elle montre ainsi que les structures de « gouvernance » de l'aide ont été affectées par un double mouvement : un « tournant participatif » du développement, dont les origines remontent aux années 1990, et une réforme néo-managériale touchant les bureaucraties internationales. Alors que la légitimité des acteurs internationaux de l'aide est mise à mal par diverses critiques, ce « modèle des parties prenantes » cherche à renforcer cette légitimité, à faire rentrer de nouvelles ressources financières ou encore à réaffirmer l'autorité d'une organisation sur un problème public international en particulier (l'alimentation et la santé pour les deux cas étudiés). Afin de comprendre la forme que prennent ces dispositifs participatifs, il est nécessaire de rentrer dans les dynamiques internes à chaque institution. Il s'agit alors de montrer la façon dont la participation est utilisée par des acteurs qui se revendiquent comme des « réformateurs » ou brandie à l'occasion de mises en cause de la légitimité de l'organisation. Or, si ce modèle participatif s'inscrit dans une recherche du consensus et des logiques de dépolitisation répandues dans les organisations internationales³², il ouvre aussi de nouveaux espaces de conflit et de contestation.

Par une analyse multi-située – internationale, nationale et locale –, l'article de Romain Busnel déplace la focale vers la réappropriation de l'aide par les États bénéficiaires. Son article examine la convergence de deux transformations majeures de l'aide dans la Bolivie des années 2000. Alors que l'arrivée au pouvoir du Mouvement vers le Socialisme (MAS) en 2006 se traduit par une

30. Lavigne Delville P., « La réforme foncière rurale au Bénin. Émergence et mise en question d'une politique instituante dans un pays sous régime d'aide », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°3, 2010, pp. 467-491.

31. Lascoumes P., Le Galès P., *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

32. Louis M., Maertens L., *Why International Organizations Hate Politics: Depoliticizing the World*, Abingdon, Oxon New York, Routledge, 2021.

critique radicale de l'engagement de l'USAID, bailleur historiquement dominant dans le pays, l'approche adoptée alors par l'Union européenne (UE) place l'aide de Bruxelles dans une position plus favorable. En effet, l'UE était au même moment en train d'adopter les principes dits de la déclaration de Paris, qui cherchent à valoriser l'appropriation par les États bénéficiaires des programmes d'aide et l'alignement des bailleurs sur les intérêts des bénéficiaires. Cette réorientation permet alors à l'UE de venir peser dans les programmes de développement rural, alors que sa position correspond aux nouveaux rapports que le gouvernement bolivien cherche à instaurer avec le Nord. Dans la région du Tropique de Cochabamba, où R. Busnel mène une enquête ethnographique, cela se traduit par une saisie que l'auteur qualifie de « corporatiste » de cette aide, dès lors que sa distribution ne passe plus par les ONG et les opérateurs de l'aide au développement, mais par les syndicats paysans qui soutiennent le MAS et qui en viennent à jouer un rôle central dans le nouveau régime.

En deuxième lieu, ce dossier s'intéresse justement au rôle joué par l'aide dans l'exercice du pouvoir dans les sociétés contemporaines. Avec d'autres³³, les articles ici rassemblés cherchent à reposer la question de la dépendance à l'aide internationale. Celle-ci a fait l'objet de recherches fondatrices à la lumière de la notion « d'extraversion³⁴ », désignant l'utilisation de ressources externes à des fins de consolidation d'une position de pouvoir interne. En ancrant la dépendance dans une étude de l'extraversion, des travaux abondants ont montré comment ces politiques contribuaient à la formation du politique dans les sociétés sous régime d'aide³⁵. Par là-même, la question de la dépendance à l'aide est moins un problème de comptabilité nationale que de structuration par un réseau de dépendances de ce qui est « dicible » et « faisable » par des autorités politiques. Cette question est particulièrement abordée par la contribution de Marie Saiget et Jacobo Grajales, qui examine les rapports entre bailleurs et acteurs étatiques. S'il convient d'éviter de tracer des limites nettes entre ces deux catégories d'acteurs, pour mettre plutôt en avant la façon dont l'aide est prise dans des configurations complexes³⁶, il n'en reste pas moins que ces acteurs possèdent des agendas et des contraintes différents. Une question récurrente dans des recherches récentes est celle de « l'agentivité »

33. Whitfield L., *op. cit.* Voir aussi Harrison G., "Post-Conditionality Politics and Administrative Reform: Reflections on the Cases of Uganda and Tanzania", *Development and Change*, vol. 32, n°4, 2001, pp. 657-679.

34. Bayart J.-F., « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique Internationale*, n°5, 1999, pp. 97-120.

35. Par exemple, Duffy R., « 'Shadow State'. Mondialisation, criminalisation et changements environnementaux au Belize », in Briquet J.-L., Favarel-Garrigues G. (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique*, Paris, Karthala, 2008, pp. 127-148 ; Pommerolle M.-E., « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, vol. 40, n°3, 2008, pp. 73-94.

36. Voir l'idée de configuration développementaliste dans les travaux de Jean-Pierre Olivier de Sardan : Olivier de Sardan J.-P., *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.

propre des bénéficiaires de l'aide et la façon dont, même dans des situations de relative dépendance, des marges de manœuvre importantes subsistent. Examinant le cas des politiques foncières en Côte d'Ivoire, M. Saiget et J. Grajales mettent l'accent sur l'une des ressources de l'action : le temps. La Côte d'Ivoire est un terrain typique de l'intervention des bailleurs de l'aide au développement dans la sortie de conflit ; une intervention rythmée par des cadres temporels aux limites floues (crise, post-conflit, temps du développement ou de la consolidation...). L'article met alors l'accent sur la façon dont ces limites font l'objet de négociations et de concurrences entre acteurs de l'aide et institutions étatiques. Ces négociations sur le temps de l'action apparaissent comme un enjeu central dans la fabrique politique et administrative de l'aide au développement.

De la même manière, une entrée par l'aide permet de déconstruire la notion fourre-tout des « intérêts » des États. L'étude de l'aide au concret souligne ainsi le poids des routines bureaucratiques et des imaginaires politiques, qui imprègnent des réseaux amples d'action publique et peuvent parfois expliquer la persistance de l'aide bien mieux que les supposées stratégies « géopolitiques » d'acteurs étatiques omniscients. Cette perspective est adoptée par Mehdi Labzaé, qui analyse la façon dont les politiques d'aide participent à la légitimation d'un régime et d'une pratique autoritaire du pouvoir à partir d'une étude de programmes de formalisation de droits fonciers en Éthiopie. Son étude fine des usages de l'aide au développement nous permet ainsi de voir la façon dont projets et mannes financières contribuent au maintien de régimes autoritaires ou tout du moins illibéraux, dont la pratique du pouvoir se situe aux antipodes du discours de la bonne gouvernance démocratique défendu officiellement par la plupart des bailleurs. Dans le contexte étudié, le fonctionnement de l'aide au développement au quotidien nécessite ainsi la délimitation pratique et souvent tacite d'une sphère sociale et d'action distincte des experts et des expertes expatriées vis-à-vis des fonctionnaires éthiopiens. À leurs yeux, il importe avant tout de présenter un projet « réussi », qui permettra l'évolution favorable de leur carrière et renforcera la position de leur firme sur le marché de la consultance en développement. Par une mise à distance du politique, et par l'entretien de malentendus opératoires, les acteurs de l'aide participent ainsi à la justification ou la dissimulation des pratiques autoritaires, c'est-à-dire non pas d'une façon ordonnée et réfléchie, mais par l'organisation pratique de leur travail.

En dernier lieu, le propos du dossier est d'interroger la construction des significations morales du politique³⁷. Le développement n'est pas seulement

37. Lagroye J., *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 1991, p. 288 ; Lacroix B., « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Grawitz M., Leca J. (dir.), *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 489-565.

une politique publique ou un mode de gouvernement. Il offre également un système de valeurs, qui nourrit les imaginaires et significations du politique. L'ambiguïté des rapports entre les publics, les dispositifs d'aide et les acteurs de leur mise en œuvre, souligne la dimension éminemment morale de toute forme d'action publique, notamment lorsqu'elle touche à des populations définies comme des « bénéficiaires ». Les politiques de l'aide parlent de sexualités, de rapports femmes-hommes, d'éducation des enfants ou encore de gestion des budgets familiaux. Comme bien d'autres politiques sociales, en somme. Mais par son irréductible externalité, l'aide donne prise à des rapports moraux singuliers, qu'il s'agisse de véhiculer un modèle de modernité à embrasser, au nom de la démocratie ou de la moralisation politique, ou au contraire de dénoncer une forme d'impérialisme moral. Reste ainsi à s'interroger sur les façons dont ces rapports moraux à l'aide participent à des processus de politisation, dont ils sont porteurs d'imaginaires de la globalisation et dont ils servent à justifier la quête de modernités alternatives. Des perspectives socio-historiques ou ethnographiques ont ainsi mis en lumière les continuités, les contradictions et les tensions entre ces différents imaginaires du développement, et ce qu'elles nous disent de la transformation des discours et des pratiques politiques, de la figure de l'élite politique ou encore des justifications des inégalités sociales³⁸. Dans ce numéro, Raphaëlle Parizet interroge les croyances du développement à partir de la notion heuristique de « mythe » empruntée à Paul Veyne³⁹. Basé sur une enquête ethnographique menée au Mexique, son article analyse les raisons de l'engagement au développement, révélant la pluralité et même les contradictions des motivations qui font « tenir » le développement. Dans un contexte où les projets de développement rural ont longtemps été paternalistes et indigénistes, la coopérative caféière étudiée s'inscrit dans une politique plus générale visant à refonder la relation entre l'État, la société et les populations indiennes au Mexique. Dispositif hybride de valorisation du capital social et de l'apprentissage, ce projet, créé par une mission jésuite au nord du Chiapas, est présenté comme venant d'« en bas » mais valorise dans le même temps des compétences et trajectoires venues de l'extérieur. Il articule également deux types d'engagement à l'aide, entre dévouement à la cause indianiste et expertise professionnelle. En somme, R. Parizet montre que la force du « mythe » du développement ne tient pas à la cohérence des croyances des femmes et des hommes qui prennent part à ces projets mais plutôt à la plasticité de ces croyances et à leur capacité à offrir un récit légitimant l'aide. En suivant cette démarche, ce dossier invite à traiter des perceptions, des représentations et des attentes des acteurs de l'aide vis-à-vis du changement apporté par le « développement » ou de ce que la modernité doit être (et ne pas être).

38. Orock R. T. E., "Elites, Culture, and Power: The Moral Politics of 'Development' in Cameroon", *Anthropological Quarterly*, vol. 88, n°2, 2015, pp. 533-568.

39. Veyne P., *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Le Seuil, [1983] 2014.

Examinant des contextes différents, les cinq contributions ont finalement une ambition commune : saisir la multiplicité et l'ambiguïté des rapports à l'aide, qui ne se réduisent pas à des dichotomies simples (domination/résistance, rejet/acceptation, légitimation/dé légitimation, subversion/normalisation⁴⁰). Nous espérons qu'elles permettront de mieux décrire et conceptualiser les situations d'entre-deux rencontrées dans les enquêtes. Car si les politiques de l'aide peuvent générer des formes de critique, de résistance, de protestation, ou bien de normalisation des conduites, de standardisation des pratiques et d'enracinement du pouvoir, c'est le plus souvent sous la forme de l'accommodement que l'action se déroule. À la suite de la socio-anthropologie du développement⁴¹, et sous l'angle de la science politique, les contributions de ce numéro révèlent qu'elles donnent souvent lieu à autant de formes de contournement, de dérision, d'arrangement, de bricolage, ou de participation à des malentendus, mais aussi à des conflits et des controverses.

En hors-thème, ce numéro accueille un article d'Alberto Preci sur la « violence cartographique » dans les rapports entre l'État et les groupes autochtones du Chaco en Argentine. Examinant un corpus de trois cartes réalisées entre 1901 et 2016 sur cette région, le géographe montre comment la violence se traduit en des dispositifs, comme les cartes, qui invisibilisent la présence physique et mentale des groupes autochtones, contribuant ainsi à maintenir l'ordre social établi. En résonance avec le questionnement du dossier sur l'exercice internationalisé du pouvoir, cet article approfondit notre compréhension de la dimension spatiale de la violence. Il dévoile ainsi les formes multiples que prend la violence institutionnelle dans un contexte caractérisé par des rapports changeants entre groupes autochtones, État, entreprises agro-exportatrices, ONG et bailleurs de fonds internationaux.

Enfin, ce numéro comporte une chronique bibliographique d'Hadrien Holstein consacrée à l'ouvrage publié par Anne Groutel en 2021 sur les rapports entre les autorités politiques des deux Irlandes et la diaspora irlandéo-américaine⁴². Analysant les politiques publiques des deux États à destination de cette diaspora et les ressources économiques et politiques dont disposent les groupes entrepreneurs irlandéo-américains, l'ouvrage met en lumière les interactions entre sphères politiques et économiques, ainsi qu'entre échelles d'action nationale et transnationale. De même que ce dossier, la chronique bibliographie révèle ainsi tout l'intérêt d'une approche multi-située des politiques publiques.

40. Fresia M., Lavigne Delville P. (dir.), *Au cœur des mondes de l'aide internationale : Regards et postures ethnographiques*, Marseille, IRD Éditions, 2019.

41. Olivier de Sardan J.-P., Chauveau J.-P., Biershenk T. (dir.), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala-APAD, 2000. Voir aussi Bergamaschi I., « "Appropriation" et "lutte contre la pauvreté" au Mali : Interprétations, pratiques et discours concurrents », *Tiers Monde*, vol. 205, n°1, 2011, p. 135.

42. Groutel A., *Les deux Irlandes & la diaspora. Un attachement intéressé*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2021.